**Appel à projets**

**INDUSTRIE ZERO FOSSILE**

**Volet 2**

**Efficacité énergétique et décarbonation des procédés – DECARB IND**

**Volet Technique de demande d’aide 2022**

Date de clôture : jeudi 23 juin 2022 à 15h00

Dossier complet à envoyer par voie électronique sur la plateforme ADEME AGIR : <https://entreprises.ademe.fr/>

Contact pour toute information complémentaire par courriel : [decarbonation.industrie@ademe.fr](mailto:decarbonation.industrie@ademe.fr)

**LES AIDES DE L’ADEME NE CONSTITUENT PAS UN DROIT DE DELIVRANCE**

**ET N’ONT PAS DE CARACTERE SYSTEMATIQUE**

*Dans ce document, les parties grisées et en italique précisent les attendus de l’ADEME pour les paragraphes concernés.*

Le document ci-joint constitue le dossier technique à remplir par le porteur d’un projet concernant la mise en œuvre d’une opération de décarbonation de l’outil productif.

Les conditions d’éligibilités sont précisées dans le cahier des charges du volet 2.

Il est impératif de rendre ce dossier complété au format texte modifiable (type word). Les réponses aux questions soulevées dans ce document ne sont pas optionnelles.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité. Le dossier ne devra pas excéder 20 pages.

Au préalable, il est demandé au porteur de projet de prendre connaissance des règles générales de l’ADEME : <https://www.ademe.fr/wp-content/uploads/2022/03/regles-generales-dattribution-des-aides-de-lademe-2022.pdf>

Table des matières

[1 Carte d’identité du projet 3](#_Toc101946740)

[2 Description de l’opération 4](#_Toc101946741)

[2.1 Description de la situation initiale (actuelle) 4](#_Toc101946742)

[2.2 Description de l’opération / de la situation après travaux (future) 6](#_Toc101946743)

[2.3 Description du scénario contrefactuel 8](#_Toc101946744)

[3 Objectifs attendus de l’opération 9](#_Toc101946745)

[3.1 Critère de performance de décarbonation 9](#_Toc101946746)

[3.2 Critère de cohérence et d’ambition environnementale 11](#_Toc101946747)

[3.3 Critère de cohérence et d’ambition industrielle pour le site industriel 12](#_Toc101946748)

[3.4 Critère de structuration de la filière 13](#_Toc101946749)

[4 Engagements du Bénéficiaire 14](#_Toc101946750)

[4.1 Engagement sur l’obtention de Certificats d’économie d’énergie (CEE) 14](#_Toc101946751)

[4.2 Engagement sur la performance de décarbonation 14](#_Toc101946752)

[4.3 Engagement sur l’organisation interne 15](#_Toc101946753)

[4.4 Autres engagements liés à la communication pris par le porteur de projet 15](#_Toc101946754)

[4.5 Livrables à transmettre à l’ADEME si le projet est retenu 15](#_Toc101946755)

[Annexe 1 : Facteur d’émissions GES 17](#_Toc101946756)

[Annexe 2 : Eléments Explicatifs du concept de Scénario contrefactuel 18](#_Toc101946757)

[Annexe 3 : Base juridique régime cadre n° SA.40405 modifié (SA.59108) 20](#_Toc101946758)

# Carte d’identité du projet

*SYNTHESE DU PROJET (10 lignes max) : donner une vision globale du dossier en répondant à minima aux questions suivantes :*

* *Nature du projet : technologies de décarbonation envisagées*
* *Activité de production impactée par l’opération, conséquences en matière de capacité, de qualité, d’évolution de la production industrielle*
* *Types de combustibles/intrants fossiles économisés*
* *Calendrier du projet*
* *Résumé du contexte local de l’opération et de ses enjeux en matière de décarbonation du site ou de l’entreprise*

# Description de l’opération

## Description de la situation initiale (actuelle)

*Premièrement, décrire le contexte permettant de comprendre la nature de l’opération et ses impacts. C’est une démarche en entonnoir pour aboutir au procédé concerné par l’opération. Concernant l’activité, merci de répondre notamment aux questions suivantes :*

* *Quel est le « service rendu » par le site et comment ce service est-il rendu ? (Organisation de la production, activité, nature du produit, description synthétique du procédé de fabrication, etc.) ;*
* *Quelles sont les émissions de CO2 directes et indirectes nécessaires pour rendre ce service ? Quelles sont les consommations d’énergie primaire (MWh EP) par vecteur énergétique, en particulier fossiles, pour rendre ce service ? Vous devrez présenter l’historique des émissions et des consommations sur 3 ans ;*

*Merci de joindre :*

* *Le dernier audit énergétique ou la revue énergétique ISO 50 001* *(le cas échéant, la liste des Indicateurs de Performance Énergétiques au sens de l'ISO 50 001) ;*
* *Le cas échéant : le Plan de Performance Energétique établi dans le cadre du dispositif d’exonération du TURPE ;*
* *Les factures énergétiques sur une période de 24 mois précédant la date de demande d’aide*
* *Le dernier bilan GES.*
* *Quelle est l’organisation sur le site autour du management de l’énergie ou du suivi des émissions de carbone ? (Système de management de l’énergie en place ou prévu, ressources humaines, formation du personnel,*)

*Dans un second temps, décrire la situation avant l’opération en termes d'usages, de services, de production, etc. de la partie du site ou du procédé considéré mais également des parties dont les émissions GES sont directement ou indirectement impactées par les opérations envisagées.*

*Seront en particulier précisées :*

* *les émissions GES directes, sous forme de bilan avec une répartition par énergie/matière et par usage pour l’ensemble des énergies/matières utilisées ;*
* *les consommations d’énergie primaire (MWh PCI ou MWh EP), sous forme de bilan avec une répartition par énergie et par usage pour l’ensemble des énergies utilisées. Il sera notamment attendu les consommations de combustibles et/ou d’intrants fossiles en MWh PCI ;*
* *et les quantités produites associées en terme de vecteur énergétique pour les utilités ou en terme de production industrielle pour les procédés.*

*Ces éléments permettent ainsi de définir les indicateurs de performance environnementale ou énergétique associés à un niveau de production. Ils devront qualifier une durée de fonctionnement représentative de l’activité (par exemple sur les 3 dernières années).*

## Description de l’opération / de la situation après travaux (future)

*Afin de déterminer la situation après l’opération, le demandeur doit :*

* *Détailler l’ensemble des éléments ayant permis de dimensionner l’opération : quantification des besoins, hypothèses de fonctionnement, dimensionnement des installations, etc. (étude de faisabilité à fournir) ;*
  + *Pour les projets proposant d’améliorer un procédé et/ou une utilité mais restant sur une solution de combustion de gaz naturel, fournir les éléments d’analyse ayant conduit à écarter des alternatives avec énergies renouvelables ou d’électrification.*
* *Décrire la solution retenue ainsi que la performance énergétique attendue et émissions GES associées par la mise en place de l’opération (préciser le cas échéant les outils méthodologiques utilisés). Préciser les principales caractéristiques techniques des équipements retenus (rendements, matériaux, etc.) ainsi que le nom des équipementiers pressentis pour le projet ;*
* *Etablir les bilans environnementaux et énergétiques de la situation attendue par analogie avec ceux proposés en §2.1, à savoir :*
  + *les émissions GES directes, sous forme de bilan avec une répartition par énergie/matière et par usage pour l’ensemble des énergies utilisées ;*
  + *Les consommations d’énergie primaire (MWh PCI ou MWh EP), sous forme de bilan avec une répartition par énergie et par usage pour l’ensemble des énergies utilisées. Il sera notamment attendu les consommations de combustibles ou d’intrants fossiles en MWh PCI*
  + *Et les quantités produites associées en termes de vecteur énergétique pour les utilités ou en termes de production industrielle pour les procédés.*

***Plan de mesure et de vérification « M&V »***

*• Joindre un schéma de principe lisible (A3 ou A4) avec les bilans environnementaux et énergétiques ainsi que les compteurs d’énergie et, le cas échéant les systèmes de stockage / remontée température ;*

*• Définir les indicateurs de performance environnementale pertinents de la même manière que les indicateurs de performance énergétiques (IPE), les facteurs d’influence, les périodes de référence, le périmètre, etc. ;*

*• Décrire l’instrumentation nécessaire au suivi de la performance environnementale et énergétique des installations ainsi qu’au suivi des consommations d’énergie.*

*Ce plan de mesure et de vérification permettra de valider la réduction des émissions GES liées au projet et ainsi de déclencher le paiement du solde de l’aide. Il est recommandé de s’inspirer de la méthodologie IPMVP ou de la norme ISO 50015*

## Description du scénario contrefactuel

*Dans le contexte où les solutions environnementalement et énergétiquement performantes ont un coût supplémentaire qui nécessite un soutien public pour accélérer leur diffusion, le scénario contrefactuel représente la solution sans ambition environnementale ou énergétique dans laquelle investirait le demandeur, sans aide publique.*

*La détermination du scénario contrefactuel est ainsi une étape fondamentale lors de la constitution d’un dossier de demande d’aide puisqu’elle doit :*

* *Permettre de démontrer que l’aide sollicitée est indispensable à l’entreprise pour mettre en œuvre une alternative environnementalement et énergétiquement performante en termes d‘équipement, de technologie ou de service ;*
* *Servir de référence pour l’identification du montant de l’investissement contrefactuel.*

*En effet, selon les règles communautaires, seuls les coûts supplémentaires nécessaires pour aller au-delà des normes applicables de l’Union Européenne ou pour augmenter le niveau de protection de l’environnement en l’absence de normes sont admissibles. L’assiette des coûts admissibles sera donc calculée comme le surcoût de la solution visée de l’opération future (plus respectueuse de l’environnement) par rapport au scénario contrefactuel. (Cf. Annexes 2 et Annexe 3).*

*Il sera également demandé des éléments spécifiques en cas d’augmentation de la capacité de production.*

# Objectifs attendus de l’opération

## Critère de performance de décarbonation

*Il est proposé de remplir l’onglet 1 du volet technico-financier avec les critères de performance de décarbonation. Des détails explicitant ces critères sont les bienvenus dans le présent paragraphe.*

*A noter :*

* *Les facteurs d’émissions à utiliser sont disponibles en annexe 1 du présent Volet Technique;*
* *Le calcul du volume des émissions de CO2e se limite au périmètre du site industriel (SIRET) ou de l’entreprise (SIREN) complétées par les émissions indirectes liées aux consommations énergétiques du scope 2. En d’autres termes, les émissions CO2e indirectes du scope 3 ne sont pas prises en compte ;*
* *Les réductions des émissions GES et des consommations d’énergies fossiles présentées dans le dossier doivent correspondre au(x) seul(s) équipement(s) mis en place dans le cadre de l’opération ;*

*Pour les installations soumises au système EU-ETS, il est demandé de positionner le niveau de performance atteint au regard du benchmark de l’installation concernée[[1]](#footnote-1). Pour les projets permettant d’obtenir une sous-installation plus performante que son benchmark, mais moins efficace que les 10 % des sous-installations les plus performantes du système EU-ETS[[2]](#footnote-2), le porteur devra justifier l’impossibilité d’atteindre ce degré d’exigence dans le cadre du projet*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Sous-installation*** | ***Emissions [[3]](#footnote-3)(tCO2e/an) estimées pour la production envisagée*** | ***Niveaux d’activité estimés pour la production envisagée (tonne/an ou TJ/an)*** | ***Intensité carbone estimée (tCO2e/t OU tCO2e/TJ)*** | ***Référentiels EU-ETS (tCO2e/t OU tCO2e/TJ)*** |
| *Ex : Clinker (BM10)* | *374000 tCO2e/an* | *550 000 tonnes/an* | *0,680 tCO2e/tonne* | *0,693 tCO2e/tonne* |
| *Sous-installation 1* |  |  |  |  |
| *Sous-installation 2* |  |  |  |  |
| *Sous-installation 3* |  |  |  |  |

## Critère de cohérence et d’ambition environnementale

*L’enjeu environnemental du projet sera étudié sur la base d’éléments explicitant :*

* *La contribution et cohérence avec la stratégie de décarbonation du site et du groupe industriel – y compris le potentiel de réplicabilité de l’opération au sein du groupe –. Des objectifs chiffrés à l’horizon 2030 sont notamment attendus ;*
* *Les impacts ou synergies possibles avec d’autres impacts environnementaux ;*
* *La capacité d’intégration dans des démarches locales portées par les collectivités de type PCAET, TEPOS-CV, Ecologie Industrielle et Territoriale...*

## Critère de cohérence et d’ambition industrielle pour le site industriel

1. *Son état d’avancement et le déroulement envisagé des prochaines étapes :*

* *Eléments de garantie de sa bonne réalisation : études déjà menées, précision du planning prévisionnel, anticipation des contraintes réglementaires ;*
* *Organisation du projet envisagée (intégrateur, sous-traitants mobilisés) ;*
* *Plan de financement*[[4]](#footnote-4)*, solidité financière du porteur, montage contractuel et financier envisagé notamment en cas de montage en tiers-financement.*

1. *Ses enjeux pour le reste de l’activité productive du site :*

* *Changement dans les procédés et les utilités impactés par le projet ;*
* *Enjeux sur la qualité de la production du site (impacts sur le schéma de production…) ;*
* *Dispositions permettant la fiabilité de l’installation et de ses performances dans la durée : type de maintenance (préventive et curative), respect des bonnes pratiques ;*
* *Enjeux en termes de nouveaux marchés, une attention particulière sera donnée aux éléments permettant d’analyser les évolutions de marché attendues grâce à ce projet de décarbonation de la production industrielle du site ou de l’entreprise considéré – un business model simplifié serait apprécié ;*
* *Impact positif de l’investissement pour la viabilité du site (positionnement par rapport aux concurrents ou aux autres sites de production du groupe).*

1. *Ses enjeux pour l’activité sociale et économique :*

* *Organisation et montée en compétence du personnel en matière de management de l’énergie, etc.*
* *Enjeux sur l’emploi : nombre d’ETP directs et indirects maintenus et/ou créés, liés au projet & impact économique et social pour l‘entreprise et pour le bassin d’emplois.*

## Critère de structuration de la filière

*Le caractère stratégique du projet pour l’ensemble de la chaine de valeur industrielle sera analysé en fonction :*

* *des différents sous-traitants envisagés, en particulier ceux développant la ou les principales technologies ou compétences à déployer, avec les éléments demandés dans le tableau ci-après*
* *du potentiel du projet à mobiliser des capacités de production sur le territoire national ou européen ;*
* *de la capacité de réplicabilité de ces technologies ou compétences sur le territoire national ou européen au-delà du groupe industriel porteur du projet.*

A compléter pour les lots correspondant à plus de 10% du coût du projet

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Sous-traitants pressentis | Technologies / Prestations[[5]](#footnote-5) | Lieu de fabrication des principaux composants | Nature et niveaux d’engagements réciproques[[6]](#footnote-6) | Degré de certitude vis-à-vis du sous-traitant pressenti  Faible / Fort |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

# Engagements du Bénéficiaire

Le projet doit respecter toutes les lois et normes applicables et le Bénéficiaire doit obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires relatives à la conformité des installations. Par ailleurs, si le projet est retenu, le Bénéficiaire doit s’engager sur les points suivants.

## Engagement sur l’obtention de Certificats d’économie d’énergie (CEE)

OPTION 1 (Pour des projets ayant demandé des CEE)

Le montant maximum de l’aide tient compte des montants de CEE déclarées lors du dépôt de la demande d’aide.

Le Bénéficiaire s’engage à ne pas solliciter plus de CEE que le montant annoncé lors de sa candidature à l’AAP DECARB IND, soit …………………. euros

Dans le cas contraire, le montant de l'aide globale pourra être revu pour les projets ayant bénéficié in fine d’un montant de CEE supérieur au montant prévisionnel et impliquant un TRB (Temps de Retour Brut) post-obtention des CEE inférieur à 48 mois. Le cas échant, le non-versement de tout ou partie du solde et/ou un remboursement de tout ou partie de l’aide pourra être demandé.

OPTION 2 (Pour des projets n’ayant pas demandé des CEE)

Le Bénéficiaire s’engage à ne pas solliciter de CEE dans le cadre de ce projet

## Engagement sur la performance de décarbonation

Le Bénéficiaire s’engage sur une réduction nette des émissions GES annuelle de ………... tCO2e/an par rapport à la situation initiale.

Conformément à l’article 2.2 des règles générales, l’ADEME pourra effectuer le contrôle nécessaire permettant de vérifier si les résultats techniques obtenus sont conformes aux objectifs.

Le Bénéficiaire s’engage à mettre en place l’instrumentation destinée à assurer le suivi du fonctionnement et des performances énergétiques des installations pendant toute la durée de leur exploitation.

L'installation et l'exploitation de comptage doit se faire dans le respect de la réglementation applicable concernant les comptages transactionnels.

Le Bénéficiaire en assurera obligatoirement les frais d’entretien et s’assurera de la validité des données mesurées.

Le maître d'ouvrage devra proposer une date de déclenchement de la mesure et vérification dans un délai maximum de 6 mois après la mise en service de l’installation. En cas de dysfonctionnement du système de comptage, l'ADEME se réserve le droit de suspendre le versement des aides et de demander la restitution des aides déjà attribuées.

L’ADEME pourra tenir compte d’aléas non imputables au Bénéficiaire de l’aide dans la détermination de la date de démarrage de la mesure et vérification. Le Bénéficiaire de l’aide devra cependant alerter l’ADEME suffisamment en amont et préciser clairement les raisons.

Le montant du solde de l'aide éventuellement réajustée sera recalculé au prorata de l'atteinte de l'engagement sur la performance en tCO2e/an, indiquée ci-dessus, sur une période de 12 mois à compter de la date de mise en production stabilisée.

En deçà de 50% d’atteinte de l’objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les aides versées devront être remboursées, et entre 50 et 100% d’atteinte de cet objectif, l'ADEME ajustera à la baisse le montant de l’aide, de façon proratisée dans la limite de 30% du montant total de l’aide octroyée.

## Engagement sur l’organisation interne

*Les points suivants sont à laisser en l’état par le porteur de projet car il s’agit d’un engagement de sa part pour pouvoir bénéficier des aides de l’ADEME.*

Le Bénéficiaire s’engage à communiquer le plan d’organisation et de formation de son personnel à ce nouvel équipement en matière de management de l’énergie (ex. : participation à des formations de type PROREFEI, INVEEST, …).

## Autres engagements liés à la communication pris par le porteur de projet

*Les points suivants sont à laisser en l’état par le porteur de projet car il s’agit d’un engagement de sa part pour pouvoir bénéficier des aides de l’ADEME.*

Le Bénéficiaire s’engage à garantir l’ADEME dans la réutilisation des documents et toute autre information et supports soumis aux droits d’auteur, qu’il a fait son affaire personnelle auprès du ou des auteurs titulaires des droits de propriété intellectuelle et/ou des droits à l’image sur leur propre création, des autorisations de réutilisation requises.

Le Bénéficiaire s’engage également à communiquer sur la contribution financière de l’Etat au titre de France 2030 à cette opération, avec la mention « ce projet a été financé par le Gouvernement dans le cadre de France 2030 opéré par l’ADEME ». Il devra en faire état sur l’ensemble des documents de communication relatifs au projet financé (communiqués de presse, plaquettes, invitations, affiches, supports audiovisuels, sites internet ou intranet, réseaux sociaux, etc.) et lors des manifestations valorisant l’objet du financement. Les logos de France 2030 et de l’ADEME doivent être affichés sur tous ces documents.

## Livrables à transmettre à l’ADEME si le projet est retenu

**Un rapport d’avancement à remettre dans les 3 mois suivant la mise en service de l’installation comprenant :**

* Une description de l’installation précisant notamment la marque et le modèle des équipements ainsi que, le cas échéant, la performance ;
* Le schéma des flux énergétiques de l’installation ;
* La copie des procès-verbaux de réception définitive des installations attestant du bon fonctionnement de l’installation ;
* Plan de masse définitif avec les équipements et réseaux ;
* Le début de remplissage du bilan énergétique sur les premières semaines d’exploitation
* La proposition d’une date de déclenchement du comptage (mesure et vérification des performances énergétiques).

**Un rapport final à remettre dans un délai maximum de 24 mois après la mise en service de l’installation et avant la date de fin de l’opération comprenant :**

* Le schéma des flux énergétiques de l’installation ;
* Un bilan énergétique présentant les résultats réels consolidés sur une pleine année de production représentative d'un fonctionnement nominal et l’ensemble des justificatifs permettant la vérification de l’atteinte des engagements énergétiques ;
* Le plan d’organisation et de formation de son personnel à ce nouvel équipement en matière de management ;
* Une synthèse sur l’impact économique et social du projet (pérennité du site, nouveaux marchés, création d’emplois directs et indirects, réplicabilité du projet …) ;
* Les modifications techniques éventuelles apportées sur l’installation ;
* La liste des problèmes techniques éventuels rencontrés depuis la mise en service de l’installation ;
* Une proposition de fiche « Ils l’ont fait » dûment complétée (selon le modèle qui sera transmis informatiquement par l’ADEME). Dans le cas d’une diffusion de cette fiche sur les sites internet de l’ADEME, sa version finale sera laissée à la discrétion de l’ADEME pouvant effectuer des modifications le cas échéant.

Annexe 1 : Facteur d’émissions GES

*Source : Base carbone ADEME en date d’avril 2022*

|  |  |
| --- | --- |
| **Facteur d’émissions moyen des mixes électriques en France** (kgCO2e/kWh EF (EF = énergie finale = énergie électrique)) | |
| France continentale | 0,0461 |
| Corse | 0,5357 |
| Réunion | 0,70898 |
| Martinique | 0,72352 |
| Guadeloupe | 0,61907 |
| Guyane | 0,91765 |
| Mayotte | 0,69352 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Etat combustible** | **Type combustible** | **Facteur d’émissions** (kgCO2e/kWh PCI) |
| Gazeux | Gaz de cokerie | 0,171 |
| Gazeux | Gaz de haut fourneau | 0,965 |
| Gazeux | Gaz d'aciérie | 0,659 |
| Gazeux | Gaz Naturel Mix France continentale | 0,187 |
| Gazeux | Gaz Naturel Liquéfié | 0,187 |
| Liquide | Gazole Non Routier | 0,262 |
| Liquide | Fioul domestique (FOD) - France continentale | 0,272 |
| Liquide | Fioul domestique (FOD) - Corse/Outre-Mer | 0,271 |
| Liquide | Fioul lourd (FOL) - France continentale | 0,283 |
| Liquide | Fioul lourd (FOL)- Corse/Outre-Mer | 0,282 |
| Liquide | Butane | 0,233 |
| Liquide | Propane | 0,233 |
| Liquide | Bitume | 0,295 |
| Liquide | Huile de schistes | 0,264 |
| Liquide | Naptha | 0,266 |
| Solide | Agglomérés de houille | 0,345 |
| Solide | Anthracite | 0,356 |
| Solide | Briquettes de lignite | 0,357 |
| Solide | Charbon à coke | 0,345 |
| Solide | Charbon à vapeur | 0,345 |
| Solide | Charbon sous-bitumineux | 0,347 |
| Solide | Coke de houille | 0,389 |
| Solide | Coke de lignite | 0,393 |
| Solide | Coke de pétrole | 0,349 |
| Solide | Houille | 0,346 |
| Solide | Lignite | 0,364 |
| Solide | Tourbe | 0,398 |

Dans le cas où un facteur d’émissions pour un vecteur énergétique particulier ne serait pas spécifié ici, un facteur d’émissions pour ce vecteur devra être proposé par le porteur de projet. Ce facteur d’émissions sera confronté à la Base Carbone de l’ADEME durant l’instruction du projet et pourra être modifié le cas échéant.

Annexe 2 : Eléments Explicatifs du concept de Scénario contrefactuel

Le demandeur doit définir technologiquement le scénario contrefactuel en faisant état de ces performances environnementales et énergétiques moindres et des coûts qui lui sont associés.

**Cas général :** Référence réglementaire ou marché

La définition du scénario contrefactuel s’appuiera :

* Soit sur les documents normatifs ou règlementaires existants tels qu’un BREF/MTD (document européen de référence sur les meilleures techniques disponibles, cf. <https://aida.ineris.fr/guides/directive-ied>), un référentiel technique auquel l’opération se rapporte, norme, label, Directive ecodesign 2009-125-CE, etc.
* Soit sur la base d’informations illustrant le niveau de diffusion élevée du scénario contrefactuel dans le secteur d’activité considéré telles qu’une étude générale apportant des chiffres de marché sur le secteur d’activité concerné, une étude de marché réalisée spécifiquement sur le produit ou le matériel, une fiche CEE standardisée, etc. Les études des centres techniques et fédérations professionnelles pourront vous aider dans l’identification du scénario contrefactuel.

Exemple : projet de remplacement d’une chaudière vapeur fonctionnant au gaz naturel par une nouvelle chaudière plus performante fonctionnant toujours au gaz naturel

* Les fiches explicatives CEE standards nous indiquent que pour le parc existant, la production de vapeur est assurée par des chaudière gaz naturel dont le rendement est de 86.6% ;
* Les coûts d’investissement admissibles du projet sont alors calculés par différence entre les coûts éligibles de la solution future (chaudière performante de rendement > 86.6%) et le coût du scénario contrefactuel (rendement = 86.6%) de puissance équivalente. L’étude ADEME [[7]](#footnote-7)des coûts d’investissements permet de déterminer le coût d’investissement du scénario contrefactuel par le calcul suivant :
* Si puissance utile < 14 500 kW : Investissementref = 34,3 \* P (en kW) + 39 000
* Si puissance utile > 14 500 kW : Investissementref = 20,3 \* P (en kW) + 242 000

En d’autres termes, le coût d’investissement du scénario contrefactuel sera égal au coût d’implantation d’un équipement neuf capable d’apporter le même service que l’équipement futur, mais de moindre performance énergétique ou environnementale que l’équipement futur.

**Cas exceptionnel :**

De manière exceptionnelle, s’il est démontré qu’il est impossible d’établir un scénario contrefactuel technique crédible, telle qu’une référence règlementaire ou marché, le porteur de projet devra apporter tout élément technique et de coût justifiant la prolongation de la durée de vie de l’équipement actuel d’au moins 10 ans (en l’absence du projet déposé).

Par ailleurs, dans certaines situations très spécifiques l’ADEME pourra accepter de retenir l’ensemble des coûts d’investissement comme coûts admissibles. Par exemple, parce que la solution proposée est un élément rajouté à une installation préexistante (certains projets de récupération de chaleur fatale par exemple).

**Cas particulier avec une augmentation de capacité de production**

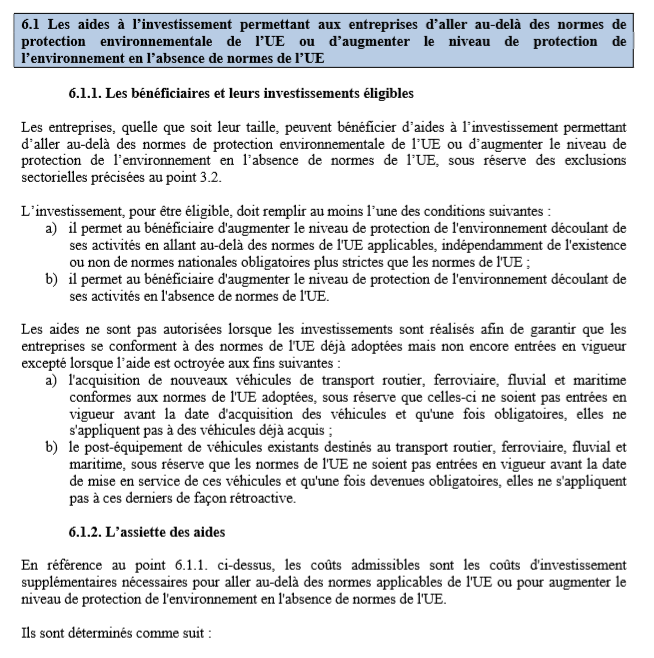
L’investissement de référence doit être un investissement techniquement comparable, c’est-à-dire un investissement ayant les mêmes capacités de production et les mêmes caractéristiques (hormis celles liées à la performance énergétique ou environnementale).

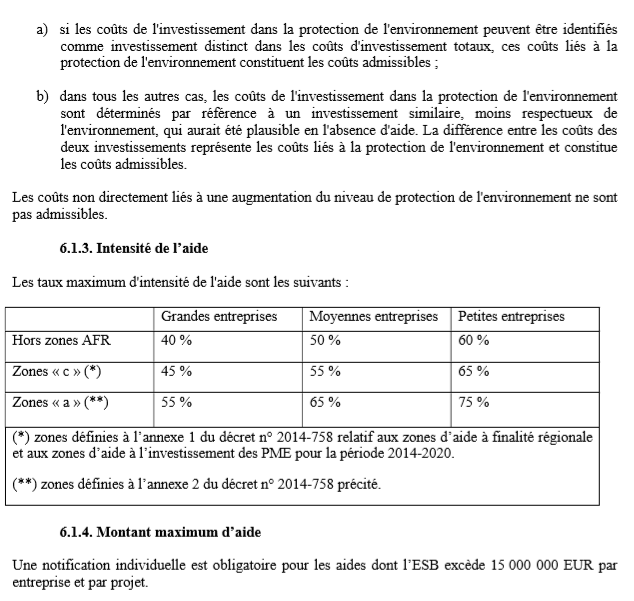
Dans le cas où le projet proposé permet – en plus d’une amélioration de la performance environnementale – une augmentation de la capacité de production du procédé, alors l’investissement de référence devra présenter les mêmes capacités de production que l’investissement mis en œuvre.

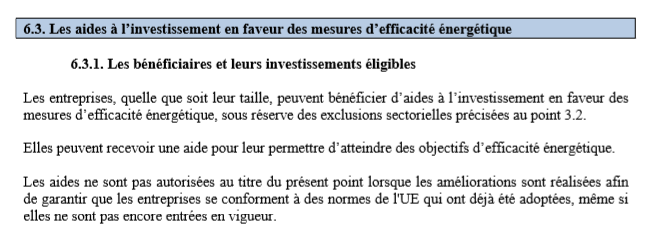
Annexe 3 : Base juridique régime cadre n° SA.40405 modifié (SA.59108)

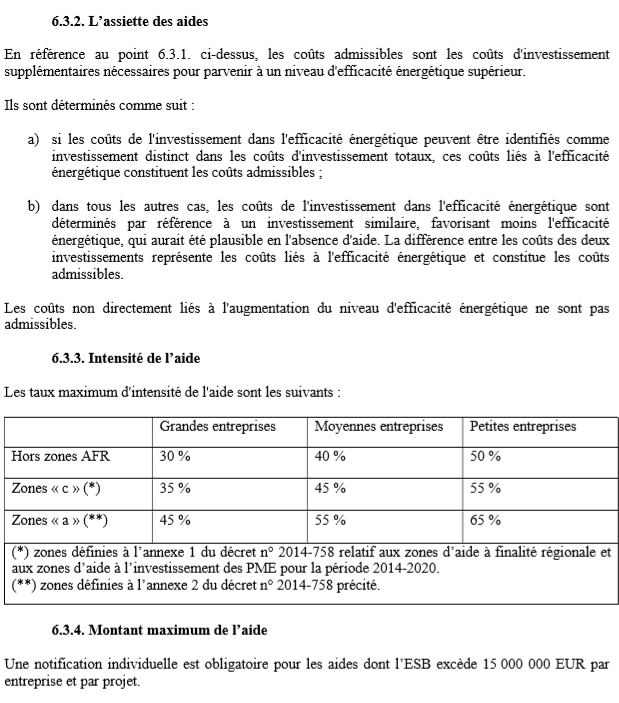
A titre d’information, le régime cadre n° SA.40405 modifié (SA.59108) peut être consulté à l’adresse suivante : https://www.europe-en-france.gouv.fr/sites/default/files/sa.59108\_environnement\_0.pdf

L’aide attribuée pourra s’appuyer sur les bases juridiques suivantes :









L’ADEME se réserve la possibilité d’examiner l’opportunité de se fonder sur toute autre base juridique en fonction des caractéristiques du projet présenté.

Par ailleurs, pour les projets dépassant le seuil de notification, l’octroi de l’aide fera l’objet d’une notification sur la base des Lignes directrices protection de l’environnement et de l’énergie et sera subordonné à une décision favorable de la Commission européenne.

1. Les niveaux EU-ETS de référence sont à retrouver pages 4, 5 et 6 (colonne de droite) de ce document : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0447&from=ES [↑](#footnote-ref-1)
2. Les niveaux EU-ETS des 10 % des sous-installations les plus performantes du système EU-ETS sont à retrouver pages 4, 5 et 6 (colonne de gauche) du lien ci-dessus. [↑](#footnote-ref-2)
3. [↑](#footnote-ref-3)
4. Tel que demandé dans le Volet Technico-Financier  [↑](#footnote-ref-4)
5. Dans le cas d’une solution « clef en main », sont à fournir les éléments relatifs aux principaux composants. [↑](#footnote-ref-5)
6. Propriété industrielle par exemple [↑](#footnote-ref-6)
7. <https://www.ademe.fr/etude-couts-dinvestissement-dexploitation-associes-installations-biomasse-energie-secteurs-collectifs-industriels> [↑](#footnote-ref-7)